

Les nouveaux conflits sociaux

Alain Touraine

Résumé

Est-il possible de penser les conflits de la société post-industrielle ? Une telle réflexion passe en tout cas par la mise en question des schémas habituels, qu'ils concernent la définition des acteurs du changement historique, la place des problèmes du travail ou encore les distinctions entre l'économique, le politique et le culturel. Les quatre propositions avancées par l'auteur mettent l'accent sur la généralisation des conflits, qui n'épargnent plus ni la science, ni la technique, ni la «vie privée» et rendent caduque l'idée régulatrice d'une société réconciliée. Aux exigences d'intégration et de contrôle social portées par l'appareil de domination répond la multiplication des formes d'opposition de la part d'acteurs qui se présentent essentiellement comme «collectivités» ou comme «minorités». Déviance et contestation tendent ainsi à se confondre.

Citer ce document / Cite this document :

Touraine Alain. Les nouveaux conflits sociaux. In: Sociologie du travail, 17^e année n°1, Janvier-mars 1975. pp. 1-17;

doi : <https://doi.org/10.3406/sotra.1975.1806>

https://www.persee.fr/doc/sotra_0038-0296_1975_num_17_1_1806

Fichier pdf généré le 25/05/2018

Alain Touraine

Les nouveaux conflits sociaux

Est-il possible de penser les conflits de la société post-industrielle ? Une telle réflexion passe en tout cas par la mise en question des schémas habituels, qu'ils concernent la définition des acteurs du changement historique, la place des problèmes du travail ou encore les distinctions entre l'économique, le politique et le culturel. Les quatre propositions avancées par l'auteur mettent l'accent sur la généralisation des conflits, qui n'épargnent plus ni la science, ni la technique, ni la « vie privée » et rendent caduque l'idée régulatrice d'une société réconciliée. Aux exigences d'intégration et de contrôle social portées par l'appareil de domination répond la multiplication des formes d'opposition de la part d'acteurs qui se présentent essentiellement comme « collectivités » ou comme « minorités ». Déviance et contestation tendent ainsi à se confondre.

Pour éviter les malentendus.

Toute étude portant sur les tendances présentes doit d'abord choisir entre deux perspectives. Ou bien elle décrit la conjoncture actuelle en s'efforçant de préciser son évolution probable à court terme, ou bien elle part de l'hypothèse que se forme sous nos yeux un nouveau type de société, évidemment encore mêlé à d'autres. S'agit-il donc de parler de la formation sociale française actuelle, ou de la société post-industrielle ? Les deux points de vue ne coïncident pas.

On voit que les formes les plus neuves et les plus actives du mouvement ouvrier s'appuient sur les ouvriers semi-qualifiés des zones périphériques, donc sur des catégories peu « modernes » et extrêmement éloignées de ce qu'on appelle souvent la nouvelle classe ouvrière, plus technicienne. Ce simple exemple montre la nécessité de séparer une analyse historique,

qui peut montrer que les catégories les plus mobiles en sont les moins modernes et une analyse isolant un type de production, de rapports sociaux ou de situations politiques.

Je choisis ici de me dégager le plus possible d'une situation historique globale pour faire apparaître des « faits porteurs d'avenir ». Le danger de cette position est évident. Personne ne pense qu'une quelconque société nationale soit effectivement déjà située dans la société post-industrielle. L'hésitation sur le nom de ce type de société indique bien elle-même qu'on ne peut pas encore le définir directement de l'intérieur. Certains peuvent craindre qu'on ne se lance dans la sociologie-fiction. Le danger est en réalité inverse. Tous ceux qui s'intéressent à la transformation des sociétés industrielles savent bien qu'ils voient généralement trop court : pour ne pas tomber dans les pièges de l'imagination, ils restent trop attachés à la réalité industrielle. Un exemple suffit à faire comprendre le danger : on parle de tous côtés du rôle de plus en plus dominant des sociétés multinationales. Mais cette observation pratique ne peut pas nous aider à définir une société post-industrielle et ce qui l'oppose à une société industrielle, alors que ces entreprises appartiennent à des types historiques extrêmement divers, depuis les compagnies coloniales, héritières des Compagnies des Indes Orientales, que sont les compagnies pétrolières, jusqu'à IBM qui repose sur la technologie moderne de l'information.

Il faut donc accepter certains risques pour en éviter d'autres. Il ne faut pas chercher à isoler, dans un domaine particulier de la réalité sociale, par exemple celui des conflits, des « tendances » supposées modernes. Il faut rattacher aussi directement que possible le thème étudié aux aspects les plus centraux d'un type sociétal. On se livre alors à un exercice bien particulier : on s'éloigne le plus possible de l'organisation sociale et de son fonctionnement ou d'acteurs concrets pour constituer un schéma d'analyse impliquant certaines conséquences pour un domaine particulier de la réalité sociale. Ensuite d'autres confronteront ces hypothèses à la réalité, en s'efforçant de montrer la discontinuité et l'innovation à l'intérieur d'une situation complexe et partiellement intégrée par des mécanismes institutionnels et idéologiques. C'est pourquoi cette note se contentera de présenter quatre propositions générales qui définissent la nature des conflits sociaux dans une société nouvelle.

I^{re} Proposition : Dans une société post-industrielle les conflits sont généralisés.

Cette société voit la disparition conjointe du sacré et du traditionnel. Ce thème n'est pas neuf et ne doit pas l'être. L'idée de société post-industrielle n'intervient ici que comme forme renouvelée et plus consciente d'elle-même du thème ancien de l'industrialisation ou même de la modernisation.

a) D'un côté les faits sociaux ne sont plus considérés comme dépendants d'autres catégories de faits, qui seraient « méta-sociaux » et par conséquent au delà des rapports, des conflits ou des débats sociaux. On ne peut plus considérer que l'histoire s'inscrit à l'intérieur des décisions de la providence, de l'essence des régimes politiques ou des lois de l'économie. Or les revendications sociales ont été dans le passé désarticulées par le fait qu'elles combattaient toujours un adversaire social réel mais qu'elles en appelaient aussi au représentant d'un ordre méta-social. Le travailleur dépendant combat son maître, seigneur de la terre ou marchand, mais en appelle à la justice du prêtre ou du roi. L'ouvrier combat le capitalisme, mais le socialisme est aussi appel à un État national, agent quasi naturel du développement historique. Plus encore, tout mouvement social, agent de conflit, a toujours lié son action oppositionnelle à l'image d'une communauté réunifiée, permettant l'épanouissement de l'homme, le libre développement des forces de production, la réalisation de l'unité nationale, la défense du bien commun, etc. Les conflits, au moins les plus fondamentaux, les moins négociables, ont généralement été associés à l'image d'une nature sociale délivrée des conflits, incarnation dans l'ordre social d'un ordre méta-social. Du même coup chaque société maintenait un secteur réservé, abrité des conflits sociaux. Ne vivons-nous pas encore sur le thème sacré de la science, qui fut le domaine réservé de la société industrielle, auquel la droite et la gauche, les capitalistes et les socialistes, faisaient également appel ?

Non seulement ce sacré disparaît, mais il est envahi par les conflits les plus fondamentaux : au lieu d'un monde supérieur de l'unité, se forme un enjeu central des conflits sociaux. Nous avons déjà vécu cette transformation dans un domaine essentiel : le développement était conçu naguère encore, comme la croissance, fait social dans ses causes et conséquences sociales mais développement naturel, défini par un degré croissant de différenciation sociale ou par tel ou tel des attributs sur lesquels Tönnies, Durkheim, Redfield, Rostow ou Lipset ont attiré l'attention. Aujourd'hui la majorité des observateurs refusent cette conception « naturaliste » et s'intéressent bien davantage aux « voies » (au pluriel) de développement montrant ainsi que la forme de la croissance est liée à un ensemble de rapports sociaux et politiques. Idée qui sous une forme très limitée a été répandue par les discours de Khrouchtchev sur la coexistence pacifique et qui a été imposée sous une forme beaucoup plus radicale par la multiplication des types actifs de développement : Japon et Chine, Europe de l'Est et Europe de l'Ouest, U.S.A. et U.R.S.S. mais aussi Guinée et Côte d'Ivoire, Somalie et Kenya, Zambie et Afrique du Sud, Pérou et Colombie, Cuba et Porto-Rico, Chili et Brésil.

Un aspect symbolique de cette généralisation des conflits est la disparition du rêve de la société sans classes et sans conflits. A l'intérieur du monde socialiste chaque pas en avant semble éloigner davantage de la communauté finale. Les conflits de classes, dit-on en Chine, se maintien-

ment dans la société socialiste : on parle de société de transition au socialisme. L'idée d'une société sans classes réapparaît, il est vrai, mais de manière plus directement utopique, comme élément d'une société de l'équilibre. Ce qui est cohérent : créez une société où production nette et consommation se correspondent, où l'accumulation et la croissance disparaissent, et les classes sociales cessent d'y exister. Mais la crise de la représentation actuelle de la croissance signifie-t-elle que nos sociétés s'orientent vers l'équilibre, vers la non-croissance ? Probablement pas. Dans ces conditions nous voyons beaucoup plus les conflits sociaux et surtout les plus fondamentaux d'entre eux, les conflits de classes, envahir toute la scène sociale, plutôt qu'être chassés par le retour à une « nature » soucieuse de son équilibre et non de son développement.

b) La contre-partie de cette disparition du sacré est la disparition de la tradition, c'est-à-dire, au-delà de ce qui est transmis du passé, des règles d'organisation sociale et culturelle fondées sur le maintien ou la survie de la collectivité. Disparition des systèmes d'échange, décomposition des systèmes de parenté, éclatement des communautés, affaiblissement ou crise des mécanismes de reproduction sociale. L'enseignement était reconnu comme agent de transmission d'un certain héritage culturel en même temps que comme mécanisme d'adaptation aux changements professionnels et sociaux. La première de ses fonctions s'affaiblit brutalement, et des revendications s'élèvent contre un enseignement qui apparaît à la fois comme archaïque et comme agent d'inculcation des normes dominantes. Cet exemple, trop connu pour être longuement présenté, est important parce qu'il montre la pénétration des conflits dans un immense domaine qui semblait jusqu'alors étranger aux conflits sociaux, celui de la « vie privée » : famille, éducation, relations sexuelles. La séparation traditionnelle de la vie publique et de la vie privée disparaît ; du même coup les conflits sociaux, réservés au domaine public, pénètrent dans ce qui était la vie privée. Tel est le sens principal des problèmes et des mouvements liés à la condition féminine. Alors que la conception et la naissance étaient réglées en principe par les lois de la nature ou par des contrôles proprement culturels, les interventions dans le domaine de la reproduction se sont multipliées. Ce qui fait apparaître des conflits (au-delà de la résistance progressivement surmontée des traditionalistes) entre ceux qui veulent contrôler un nouveau secteur de comportement et créer l'image d'une femme consommatrice au lieu de reproductrice et ceux ou celles qui insèrent les problèmes féminins dans un ensemble plus large de revendications sociales. La sexualité, domaine privé par excellence, entre dans le domaine public et par conséquent devient peu à peu l'enjeu de débats et de conflits sociaux. Ce fait n'apparaît pas encore en toute clarté et on se satisfait trop souvent encore d'accepter l'idéologie « progressiste » qui parle de libération des contraintes traditionnelles. Comment ne pas songer ici à l'idéologie de la bourgeoisie proclamant au

début du siècle passé qu'elle libérait les travailleurs des contraintes corporatistes, en oubliant de préciser qu'il s'agissait de les faire entrer sur le marché du travail capitaliste, contrôlé par les employeurs !

A partir du moment où les rôles se décomposent, apparaissent d'abord des tensions qui semblent venir de ce que personne ne sait plus quel comportement attendre des autres. C'est ainsi qu'on parle de conflits de génération, de guerre des sexes, mais aussi de crise d'autorité dans l'école, etc. Interprétation trop limitée, car on ne voit pas une société en désordre se substituer à une société ordonnée.

La définition des rôles commandés par la survie ou la reproduction de la société disparaît mais elle est remplacée par une opposition générale entre la soumission aux catégories imposée par le pouvoir et des conduites d'opposition à cette intégration hétéronome.

c) Ce déclin du sacré et de la tradition, cette généralisation des conflits affaiblit progressivement et souvent de manière spectaculaire le rôle de l'*intelligentsia* définie comme l'ensemble des groupes de gens instruits servant de médiateurs entre des catégories exclues du système politique et celui-ci.

Une société post-industrielle tend à être une société de masse, c'est-à-dire à réaliser une « mobilisation » de plus en plus généralisée de la population. Le développement rapide des informations et des communications, qui est propre à la société post-industrielle alors qu'il ne l'était pas dans la société industrielle, affaiblit le rôle des intermédiaires. L'idée, répandue par le léninisme et de manière beaucoup plus extrême par la plupart des mouvements nationalistes et révolutionnaires du tiers-monde, que les revendications sociales ont besoin d'être prises en charge par un parti politique pour sortir de la dépendance où elles sont enfermées, semble déjà très en retard par rapport à la pratique des sociétés industrialisées. Bien que les mouvements de base et l'appel à la spontanéité viennent d'autres causes et puissent être pour cette raison des phénomènes de courte durée, ils semblent être un des signes d'une transformation plus durable : le rapprochement entre la base sociale d'une action collective et ses moyens d'action au niveau sociétal. Cette observation ne préjuge en rien des formes du système politique mais indique le déclin du parti médiateur. La revendication met en cause directement les orientations générales de la société, aussi bien quand la revendication est portée par un groupe d'intérêt réformiste que quand elle est l'action d'une force révolutionnaire. C'est ce qui explique aussi que le pouvoir est de plus en plus sensible à « l'opinion publique », parce que ce mot assez vague indique en réalité un ensemble de groupes de pression, d'intérêts, de conflits de plus en plus fortement constitués dans leurs objectifs.

Cette sensibilité peut entraîner de la part du pouvoir une extrême méfiance et par conséquent le développement de plus en plus rapide de propagandes, de répressions ou de contrôles idéologiques ; mais peut

conduire aussi à l'ouverture croissante du système politique et à la décentralisation des décisions.

Ce face à face du pouvoir central et du mouvement de base n'implique par lui-même aucun affaiblissement ou aucun renforcement du système politique. Il est important en lui-même, en ce qu'il indique l'apparition généralisée de mouvements sociaux qui ne prennent pas forme au niveau d'une collectivité politique mais des problèmes sociaux eux-mêmes. C'est déjà ce qu'indiquait l'internationalisme du mouvement ouvrier, mais cette tendance à l'autonomie des mouvements sociaux à l'égard de leur expression politique (dont on verra plus loin la contre-partie) prend une importance beaucoup plus grande, renforcée par le rôle des mass-media. Celui-ci a été trop peu étudié. Il se substitue à celui de l'intelligentsia et aux médiations proprement politiques.

II^e Proposition : Face à un appareil de pouvoir de plus en plus intégré, l'opposition tend à être portée par des groupes de plus en plus globaux, et en particulier par des collectivités territoriales.

Cette proposition prolonge la précédente. Les conflits principaux ont toujours été liés au domaine « méta-social » qui semblait commander la société. L'idée que la société est dominée par l'économie situait les conflits fondamentaux dans le domaine du travail, de même que dans la société qui a précédé la société industrielle le rôle éminent de la souveraineté politique donnait une importance centrale aux conflits sur la citoyenneté et les droits civiques. Dans chaque société il semble ainsi exister un rôle social privilégié auquel correspondent les conflits fondamentaux.

Cette situation disparaît dans la société définie non plus par sa soumission à un ordre méta-social, mais par ses modes d'action sur elle-même. On voit d'abord la domination sociale sortir d'un domaine particulier pour les intégrer tous. La société industrielle repose sur l'exploitation des ressources naturelles et l'organisation du travail. La société post-industrielle est fondée sur la gestion de systèmes technico-humains, transmettant et transformant des informations. L'opposition du productif et du non-productif n'a plus aucun sens : l'efficacité d'une organisation dépend de la manière dont sont gérés ses communications et ses échanges. Formation, information, transports, consommation entrent dans le monde de la production au même titre que l'innovation scientifique et technique, le management, le calcul et la prévision économique. Dans ce type de société un régime autoritaire peut devenir totalitaire, mais rien évidemment n'impose à de telles sociétés d'avoir un régime autoritaire. Cependant partout se constitue plus ou moins rapidement un mode de gestion assez cohérent et qui ne peut pas se réduire à une politique économique. Les pays qui croient pouvoir se transformer économiquement tout en conservant des formes d'organisation sociale héritées du passé risquent

fort d'être incapables de pénétrer profondément dans la société post-industrielle. C'est ce qui arrive à l'Europe occidentale qui est bien équipée pour entrer dans la mouvance de la société américaine, mais très mal pour devenir un foyer autonome de développement.

Gestion et contrôle social se rapprochent, car il s'agit de plus en plus d'administrer des hommes. Les sciences sociales ont d'ores et déjà donné naissance à des technologies. C'est visible surtout dans l'ordre économique où la prévision et la planification reposent sur une information économique considérablement améliorée, éclairant les décisions qui peuvent parfois même être simulées. Mais c'est vrai aussi dans le domaine proprement social où les relations d'enseignement et d'autorité sont transformées grâce à l'influence plus ou moins directe des sciences sociales. Le fait que les grandes entreprises aient souvent eu recours à des formes caricaturales d'intervention psycho-sociologique ne doit pas laisser croire que celles-ci sont inopérantes, ne sont qu'un rideau de fumée idéologique. Une des lignes de démarcation les plus nettes entre la société industrielle et la société post-industrielle est celle qui fait passer d'une séparation de la technique jugée productrice et de la culture considérée comme reproductrice à une interdépendance des « facteurs » techniques et des facteurs humains. La critique portée dès le début du xx^e siècle contre la rationalisation taylorienne et le développement de la sociologie du travail a eu et a encore une extrême importance, en imposant peu à peu une analyse en terme d'organisations et non plus en terme d'entreprises (conçues de manière purement économique) ou de formes techniques de production.

Au-delà même du domaine de la fabrication, c'est l'ensemble du circuit économique qui est directement pris en considération. On ne produit plus pour vendre ; on étudie le marché et on l'influence pour déterminer les objectifs de fabrication ; la manipulation de la demande devient inséparable de l'organisation de la production, ce qui impose un contrôle des décisions politiques et des moyens de communication, changement radical par rapport à la période de construction de l'infrastructure industrielle, visible dans l'industrialisation avancée et qui est beaucoup plus visible encore dans le domaine « tertiaire », celui des grandes organisations productrices et distributrices de services.

Ces quelques observations sont évidemment trop brèves, elles n'ont d'autre but que d'expliquer la transformation centrale des conflits sociaux. Ce n'est plus au nom du citoyen ou au nom du travailleur que peuvent être menées les grandes luttes revendicatives. Contre un appareil de domination qui gère de plus en plus l'ensemble de la société pour l'orienter vers un certain type de développement apparaît la résistance des collectivités, définies par leur être plus que par leur activité. Le renversement avec les sociétés passées est évident. Le *negotium* était la base revendicative des catégories populaires contre l'*otium* de la classe dirigeante ; celle-ci aujourd'hui est *negotium*, technocratie et non plus *leisure class*. Inversement les groupes qui subissent la domination sociale se défendent

d'abord par une résistance globale contre la manipulation. Contre une domination globale la résistance ne peut être limitée à un rôle social ; elle n'a d'importance que si elle mobilise la collectivité tout entière. Qu'il s'agisse des ouvriers d'une usine fermée dans le cadre de la stratégie internationale d'une firme, d'une région sacrifiée par la concentration des investissements, du tiers-monde écrasé par la puissance des économies dominantes, l'espace joue le rôle essentiel dans beaucoup de grands mouvements revendicatifs. Puisque les sociétés industrialisées sont aussi en voie d'urbanisation généralisée, la ville ou plutôt l'urbain sera le lieu des conflits comme l'entreprise l'a été dans la période qui s'achève. Mais il ne faut pas considérer l'espace d'une manière abstraite, il s'agit de l'espace d'une collectivité. De là l'importance évidente des « minorités », collectives et non catégories définies par un rôle social. Il est frappant que le problème se manifeste avec la plus grande force aussi bien en Union soviétique qu'aux États-Unis.

Les étudiants ne jouent un rôle important que parce que l'augmentation de leur nombre et la prolongation de la durée des études ont créé des collectives étudiantes qui occupent un espace propre et qui opposent la résistance de leur culture et de leurs préoccupations personnelles à l'espace des grandes organisations qui s'impose de plus en plus directement à eux.

Les problèmes du travail ne disparaissent pas, mais ils sont englobés dans un ensemble plus large. En tant que tels ils cessent de jouer un rôle central. Il est inutile de chercher des indices d'un renouveau révolutionnaire proprement ouvrier.

Là où il est apparemment le plus combatif, comme en Italie et en France, le mouvement ouvrier, à travers des conflits et des crises qui peuvent être violents, obtient peu à peu un élargissement des droits et de la capacité de négociation, dans une certaine institutionnalisation des conflits du travail. Les partis communistes dans ces pays deviennent progressivement des mouvements « républicains » ou « démocrates », analogues au radicalisme de la fin du XIX^e siècle, et visent à une incorporation dans le système politique de catégories sociales relativement sacrifiées socialement. Goldthorpe et ses collaborateurs ont bien montré que ceci ne signifie pas un embourgeoisement de la classe ouvrière ; cela n'indique pas non plus le maintien ou le simple renouvellement du mouvement ouvrier. Celui-ci cesse d'être un personnage central de l'histoire sociale à mesure qu'on s'approche de la société post-industrielle.

On peut aller jusqu'à observer que la plupart des mouvements sociaux qui occupent aujourd'hui la scène de l'histoire s'appuient sur un « statut transmis » et non plus sur un « statut acquis » par l'acteur. On parle du mouvement des femmes ou des jeunes, des noirs ou des Indiens américains, des habitants d'une région, d'un pays ou d'un continent. Le développement des échanges mondiaux, la formation d'immenses empires, l'américain et le soviétique surtout, ont donné la plus grande importance

à la résistance nationale. Le Viêt-nam et la Tchécoslovaquie n'ont pas connu seulement des formes particulières de socialisme : ces pays ont été animés par une volonté d'indépendance nationale. De la même manière le mouvement noir américain n'est pas seulement le soulèvement d'un sous-prolétariat, c'est en même temps et peut-être plus encore un mouvement de défense d'une collectivité ethnique. Plus se renforcent les grands centres de décision économique, plus s'abaisse la barrière qui séparait les mouvements sociaux des pays dominés et ceux des pays dominants. Ce qu'ont senti mieux que tous les autres les mouvements étudiants qui ont associé leur contestation à celle des pays dépendants.

L'erreur serait de croire qu'on passe de mouvements sociaux à des mouvements proprement culturels. Expression assez vague et qui repose sur une interprétation à mes yeux fautive de la signification d'événements comme ceux de mai 68. Il ne faut pas confondre le surgissement d'utopies d'un type nouveau et les mouvements sociaux. Mais ces utopies nouvelles sont importantes parce qu'elles désignent la direction dans laquelle se formeront les nouveaux mouvements sociaux. Le socialisme utopique était centré sur les problèmes du travail industriel prolétarisé, le communisme utopique ou les utopies néo-communautaires, écologistes, etc. montrent l'incorporation de tous les aspects de la vie sociale dans le champ des mouvements sociaux.

Malgré sa confusion le mot qui indique le mieux la nature de ces mouvements est celui d'auto-gestion. Il ne peut pas être accepté sans beaucoup de prudence, car il est chargé de l'utopie de la continuité et de l'harmonie dans une société faite de ruptures et de changements : il ne peut pas vouloir dire que chaque groupe de travailleurs ou collectivité locale peut se gérer de manière indépendante. Mais il veut dire que la force principale d'opposition au pouvoir de plus en plus intégré de gestion économique, sociale et culturelle est l'appel à l'auto-détermination d'une collectivité concrète. Les Yougoslaves l'avaient bien compris, puisqu'ils avaient lié le conseil ouvrier à la commune, pour faire contrepoids aux organismes de gestion économique qui sont forcément centralisés et liés au parti communiste, très centraliste. La formation de ce double mouvement, de gestion globale et d'opposition communautaire, généralise les conflits en faisant disparaître l'État-nation, c'est-à-dire l'association d'un pouvoir dirigeant et d'une collectivité. État et nation se séparent et désormais se combattent, à mesure que l'État devient un élément de plus en plus essentiel du système économique et que la nation se brise en collectivités particulières, groupes locaux et régionaux, collectivités ethniques, groupes d'âge et peut-être de sexe.

III^e Proposition : Les conflits sociaux et les conduites de marginalité ou de déviance tendent à se recouvrir.

Plus un appareil général de gestion tend à s'imposer à l'ensemble de la société et plus les forces d'opposition apparaissent comme des minorités. On parle naturellement de majorité silencieuse ; non seulement à propos des pays où l'opposition est soumise à des contraintes répressives directes, comme l'Union soviétique, mais aussi bien à propos des pays capitalistes politiquement libéraux. Parallèlement, aux États-Unis surtout on désigne de plus en plus l'ensemble des forces d'opposition ou de résistance sous le nom de minorités, ce qui désigne aussi bien les noirs, les Mexicains-Américains ou les Indiens que les homosexuels ou même les femmes qui sont officiellement une minorité et en situation mineure dans les professions supérieures ou bien payées. Étonnant renversement, aussi spectaculaire que celui du *negotium* et de l'*otium*. Naguère encore on désignait les tenants du pouvoir comme monarques ou oligarques. On parlait des 50 ou des 200 familles. Et la concentration récente du pouvoir économique ne fait pas de doute, puisque les dirigeants des grandes entreprises à opérations multi-nationales détiennent un pouvoir de plus en plus considérable. Pourtant le thème de la majorité au pouvoir est plus important et a nourri depuis longtemps, depuis Tocqueville en particulier, une autre ligne d'analyse. Plus la gestion de systèmes technico-sociaux prend d'importance, plus l'intégration sociale devient un instrument essentiel du pouvoir. Je ne considère pas ici les sociétés qui se mobilisent pour rattraper un retard et sortir de leur dépendance. Je me limite au contraire aux sociétés les plus avancées, de type occidental, qui n'ont pas à exercer une telle mobilisation idéologique et politique. Dans leur cas l'intégration ne part pas du haut du centre de décision, mais du bas : la consommation hiérarchise et intègre en multipliant les signes de niveau social. Dans les organisations elles-mêmes d'autres forces d'intégration sont à l'œuvre. Tous les membres de ces ensembles qui sont au centre de la société participent à la puissance du système, non seulement par des salaires plus élevés, mais aussi par une plus grande sécurité de l'emploi, par des perspectives de carrière, par de meilleurs avantages sociaux. Certains se rebellent contre cette intégration, en particulier au nom de l'initiative individuelle ou de la rationalité technique, quand il s'agit de cadres, mais la plupart sont très sensibles à la protection que représente la grande entreprise ou son équivalent. Les opposants ne sont pas surtout ceux qui décident de rompre avec ces organisations et leurs avantages, réaction aristocratique assez limitée, mais d'abord ceux qui sont happés par la puissance des organisations ou qui subissent son emprise. Dans beaucoup de cas la grande organisation impose l'image de la normalité, de la centralité et constitue donc des groupes marginaux en lui imposant ses règles. Un des exemples les plus importants et sur lesquels l'attention s'est encore

trop peu portée est celui de la santé. Partout existe une très forte tendance à « médicaliser » des problèmes sociaux. Les difficultés scolaires d'un enfant pourraient être expliquées par son origine sociale ou par la nature des normes scolaires. Or de puissantes forces jouent pour faire apparaître cet enfant comme un malade. Ceci peut apparaître comme un progrès par rapport à des réactions plus brutales, comme l'accuser de paresse ou le déclarer non intelligent, mais il s'agit bien d'un mécanisme de réduction des problèmes sociaux à des problèmes de marginalité. Si on pousse cette tendance à l'extrême on enferme les opposants politiques dans des hôpitaux psychiatriques. Cette réduction du conflit à la marginalité entraîne en retour la réinterprétation de la marginalité en termes de conflit. On voit l'anti-psychiatrie mettre en cause la définition de la folie comme déviance et certaines interprétations aller jusqu'à identifier la folie au désir, à la libido, réprimés et brisés par l'organisation sociale. Ce qui est plus intéressant encore est de voir apparaître la revendication et le conflit là où n'existait que la répression de la déviance. Les révoltes de prisonniers, fréquentes dans beaucoup de pays, et l'importance en France par exemple d'un mouvement d'appui aux revendications des prisonniers vont plus loin que la simple mise en cause des conditions d'internement. La notion d'ordre social, qui tend à s'imposer partout, se révèle en même temps comme directement liée à l'idéologie dominante. Elle est donc remise en cause. Ce qui ramène à un thème antérieur : le conflit n'est plus associé à un secteur jugé fondamental de l'activité sociale, à l'infrastructure de la société, au travail en particulier, il est partout. De même que la distinction du productif et du non-productif n'a plus de sens, celle des « instances » : économique, politique ou idéologique perd toute utilité. La sociologie doit renoncer absolument à ce découpage de catégories de faits sociaux qui est en fait inséparable d'un recours à des garants méta-sociaux de l'ordre social. Mais s'il est vrai que les conflits fondamentaux tendent à apparaître partout, dans tous les domaines de la vie sociale, ceci a pour conséquence qu'il n'y a plus de séparation pratique directement observable entre les conflits et d'autres types de conduites de non-conformité. Peut-être cette séparation était-elle liée simplement à la phase de traitement négocié des conflits ouvriers et donc à « l'attitude » responsable des syndicats et des partis. Cependant l'évolution observée me semble moins conjoncturelle. Plus on remonte dans le passé, plus la distance est grande entre les forces d'opposition qui sont avant tout les nouvelles classes dirigeantes montantes et les forces exclues, considérées comme impures, criminelles, *out groups*. Ne vivons-nous pas en ce moment même le mouvement inverse, le mélange de l'opposant et du déviant, logique à partir du moment où le dominant impose un ordre et une normalité à toute la société ?

Ce qui change profondément l'image habituelle des conflits sociaux. Nous avons hérité de la période de l'industrialisation l'image de deux adversaires, la classe capitaliste et la classe ouvrière, face à face sur un

terrain et avec des armes qui sont certes choisis par la classe dirigeante, mais qui n'empêchent pas l'affrontement d'être direct. Aujourd'hui au contraire l'image qui s'impose est celle d'un appareil central impersonnel intégrateur, tenant sous son contrôle, au-delà même d'une « classe de service », une majorité silencieuse et projetant autour d'elle un certain nombre de minorités, exclues, enfermées, ou simplement sous-privilegiées et même niées.

On peut même imaginer la formation de ghettos où seraient placées les catégories rejetées par la ségrégation et qui développeraient des sous-cultures ou des anti-cultures tout en dépendant du noyau central. Les communautés de jeunes qui se sont multipliées pendant un temps sont caractéristiques de l'ambiguïté de ces « marginaux », lieux de contestation globale, mais aussi lieux de retraite volontaire et dépendante à la fois. Jeunes et vieux, définis par leur non-participation aux grandes organisations, ne s'organisent-ils pas dans des cités marginales de ce type. Les intellectuels, privés de leur rôle d'intelligentsia, tendent de même à contester tout en contribuant à maintenir par leur marginalisation l'ordre contesté. Il semble de plus en plus difficile de saisir directement des conflits fondamentaux « purs ». Tout se mêle, marginalité et exploitation, défense du passé et revendication sur l'avenir.

IV^e Proposition : Les conflits structurels se séparent des conflits liés au changement.

L'histoire sociale est présentée par le *Manifeste communiste* comme celle de la lutte des classes, mais elle est en fait beaucoup plus directement lutte entre anciennes et nouvelles classes dirigeantes : la bourgeoisie se substitue aux seigneurs, ou l'appareil politique révolutionnaire à une ancienne classe dominante et à son appareil d'État décomposé. Les conflits se trouvent ainsi conçus comme des agents de l'évolution historique. Cette image correspond de mieux en mieux à ce qui se passe dans la plus grande partie du monde. Les problèmes de développement y commandent tous les autres ; les sociétés se définissent par leur manière de changer de type de société plutôt que par des problèmes spécifiques d'un type ou d'un autre. Mais dans les sociétés industrialisées la réalité est inverse. Bien qu'elles soient en transformation rapide, elles vivent de plus en plus synchroniquement. Ce qui est lié aussi à l'élargissement du système politique et au développement d'une société et d'une culture de masse. En effet il y existe de moins en moins de classes dirigeantes « en réserve » ; la succession des classes dirigeantes est remplacée par la coalition, non exempte de tensions, d'élites différentes, politiques, économiques, techniques. L'idée même de développement se transforme. Autant elle indique naturellement pour les nations sous-développées le passage à l'industria-

lisation, l'entrée dans un type d'économie que d'autres connaissent déjà, autant elle ne désigne plus dans les sociétés déjà industrialisées une nouvelle période historique, mais plutôt une transformation de fonctionnement interne. Ce qui a conduit à reconnaître les limites de la croissance. Thème essentiel puisqu'il rompt avec l'historicisme et l'évolutionnisme du siècle passé et dont nous étions encore tributaires. Il nous est donc de plus en plus difficile de définir les forces d'opposition comme porteuses d'un nouveau pouvoir : l'opposition doit se définir comme telle, sans porter en soi un modèle de société et le germe d'un nouveau pouvoir. La classe populaire ne peut plus être identifiée avec un nouveau type de dirigeants. Nous découvrons les conflits de classes en eux-mêmes et non comme instruments de changements historiques. Ce qui explique que nous ayons rencontré plutôt des forces de résistance et de défense qu'une capacité de contre-offensive, une situation conflictuelle plutôt que des conflits. Habituellement, les groupes sur la défensive étaient entraînés dans la contre-offensive soit par une nouvelle classe dirigeante, soit par une élite politique et idéologique. Supposons que ces forces unificatrices n'existent plus ; allons-nous retomber dans des conflits purement défensifs, tandis que l'appareil règnera comme le soleil au milieu de la société ? Faut-il abandonner l'idée d'un contre-pouvoir, d'une mobilisation générale contre le pouvoir ? Telle est bien l'interrogation principale qui s'impose au moment où naît la société post-industrielle : si nous acceptons un instant l'idée que la situation actuelle indique des tendances à long terme, n'est-il pas frappant de voir que dans une grande partie du monde l'opposition est étouffée ou absente et que dans les pays les plus riches elle est émiettée sans qu'apparaisse un mouvement social général analogue à ce qu'a pu être le mouvement ouvrier au cœur de la période précédente ?

Si on considère le processus de changement social, on voit que les forces de défense sont prises en charge par ce qui est en dernière analyse un État. Le fait nouveau est que la domination des grands empires sur la plus grande partie du monde a généralisé la nécessaire interaction de l'État comme agent de libération et de développement national. État qui peut être défensif, s'opposant à l'empire d'une puissance dominante par la diplomatie, comme l'ont toujours fait les petits États, qui peut être innovateur aussi, s'il est irrigué par des forces sociales nouvelles, s'il définit par conséquent une voie originale de développement constituée par certaines formes originales de participation populaire. L'État devient arme d'opposition dès lors que la collectivité est dépendante. Les pays européens découvrent peu à peu que leur situation n'est pas complètement différente de celle des pays latino-américains par exemple. Partout il s'agit de choisir entre une intégration marginale à l'empire central, comme celle du Canada, et une politique d'indépendance qui suppose une forte capacité d'action étatique. Rien n'est plus troublant pour ceux qui ont été élevés dans l'esprit du libéralisme occidental que

ce rôle de l'État comme complément nécessaire des mouvements sociaux.

Cette unification par l'agent étatique de développement suppose cependant une soumission de plus en plus nette des forces d'opposition à des instruments de gestion prenant en charge l'ensemble d'un système économique et de ses contraintes. L'image d'une force populaire à la fois de libération et de progrès économique appartient de plus en plus manifestement aux rêves du passé. Les mouvements « nationalitaires » placent des forces sociales au service de la construction d'un État plutôt que le contraire. Ce type d'unification, qui est la condition du « développement » de la mobilisation collective qui doit permettre à un pays de franchir une étape nouvelle malgré les obstacles qui s'opposent à son progrès et en particulier malgré la dépendance qu'elle subit ne doit absolument pas être confondue avec la formation de mouvements sociaux intégrés à l'intérieur d'un type post-industriel de société, de même qu'on ne peut pas confondre le mouvement ouvrier, opposition structurelle au capitalisme, et l'action étatique, révolutionnaire ou conservatrice, d'industrialisation volontaire dans un pays dépendant ou sous-développé.

Existe-t-il donc un agent interne d'unification des mouvements de défense et de résistance, un principe de contre-offensive ? La réponse ne peut pas être simple. Elle est positive en ce sens que l'ensemble des mouvements indiqués ont en commun une volonté de réappropriation collective des instruments et des résultats de la gestion. Tel est le sens qu'on a donné au thème de l'auto-gestion. Mais j'ai dit aussi que pour la première fois les mouvements d'opposition ne pouvaient plus s'accrocher à l'illusion d'une fin de l'histoire et de l'harmonie naturelle retrouvée. Dans ces conditions un ensemble idéologiquement cohérent de mouvements sociaux ne peut pas acquérir un principe d'unité qui en ferait un gestionnaire possible. Ce qui unifie les mouvements sociaux d'opposition ne peut être que leur attitude d'opposition. Je ne mets aucun romantisme révolutionnaire dans cette formule. L'opposition est à la fois une activité très concrète, une opposition de base, communarde, aux appareils centraux et une force de dépassement.

Dépassement de l'ordre et de sa positivité non pas en vue du retour à un autre ordre mais comme appel constant à la réalité des rapports sociaux. Cette action critique, cherchant constamment à briser la croûte des idéologies, des catégories de la pratique des rôles, pour retrouver non la spontanéité ou la nature humaine, mais la réalité des rapports sociaux, est le seul principe interne d'unité des forces d'opposition et de résistance dans le type de société où nous entrons. Ces sociétés sont condamnées à être autoritaires, à être des appareils, si elles ne sont pas fendues par cette activité critique, condition élémentaire de la démocratie. Face au souverain la démocratie fut politique ; face au capitalisme elle dut devenir « sociale » c'est-à-dire pénétrer dans le domaine du travail, devenir démocratie industrielle. Face à des appareils dirigeants commandant de plus en plus tous les aspects de la vie sociale, la démocratie ne

peut être que globale, culturelle, au sens où on a parlé de révolution culturelle. Le conflit doit donc être introduit et reconnu dans tous les domaines de la vie sociale et en particulier au niveau de l'organisation sociale et culturelle, donc de l'ordre établi. Partout où existe un ordre, doit exister et tendre à exister une contestation de l'ordre, dérisoire si elle vise à créer un contre-ordre parallèle, comme voulurent le faire les universités critiques plus dogmatiques que les autres, mais fondamentale si elle rappelle que l'ordre cache les intérêts, les conflits et leurs enjeux. Ne voit-on pas les agences sociales, traditionnellement consacrées à la formation et à la transmission de l'ordre social et culturel comme l'école, l'Église ou même la famille, devenir parfois des lieux de refuge et de plus en plus souvent des lieux de contestation. Si j'évoque ces images, c'est pour indiquer que les conflits en formation seront de plus en plus dirigés contre les « superstructures » ou pour parler plus simplement contre l'ordre, puisque le nouveau pouvoir a une capacité jusque là inconnue de se donner l'apparence d'un ordre, de dominer l'ensemble d'une organisation sociale, des catégories de la pratique sociale, au lieu d'être enfermé dans des châteaux forts, des palais, ou des cités financières. Nous entrons dans un type de société qui ne peut plus « avoir » des conflits : ou bien ceux-ci sont réprimés dans le cadre d'un ordre autoritaire ou bien la société se reconnaît comme conflit, est conflit, parce qu'elle n'est rien d'autre que la lutte d'intérêts opposés pour le contrôle de la capacité d'agir sur elle-même et de se transformer.

Mais à cette unité par l'opposition s'ajoute un agent plus positif d'unification ; son action cependant ne peut être que limitée et indirecte. Il s'agit de l'action proprement politique. Conséquence directe de la séparation, déjà indiquée, du mouvement social et du parti. Du moment que le mouvement n'est plus la base ou la matière première de l'action d'un parti, seul porteur du sens, il faut inverser la relation et reconnaître que les mouvements sociaux ne se constituent, ne s'intègrent que dans la mesure où ils sont en relation avec des forces politiques qui ne sont nullement leurs représentantes, mais qui appuient sur eux leur stratégie. En termes européens classiques des mouvements sociaux populaires ne peuvent s'organiser que dans le cadre d'une stratégie politique de « gauche », mais ces mouvements sociaux sont et seront de plus en plus indépendants des partis politiques. Ceux-ci échouent s'ils sont idéologiques : ceux-là se divisent, s'éparpillent s'ils ne sont pas unifiés stratégiquement, c'est-à-dire par des objectifs proprement politiques, donc largement instrumentaux et par rapport auxquels ils conservent leur liberté et gardent même toujours un rôle d'opposition ou de débordement. Par conséquent la forme d'action des mouvements sociaux dépendra de plus en plus des caractéristiques du système politique. A propos du mouvement ouvrier on peut dire à la fois que sa base sociale est définie en elle-même indépendamment de son intervention politique et que seule l'action politique lui donne tout son sens : l'anarcho-syndicalisme et le léninisme s'opposent

sans vraiment se contredire et Rosa Luxemburg se place au cœur de tensions qui ne sont pas des contradictions, entre classe et parti.

Les nouveaux mouvements sociaux seront dans une situation exactement inverse. Leur unité concrète, leur organisation ne peuvent venir que de leur lien avec des forces politiques : en revanche, si éparpillés qu'ils soient, ils sont porteurs d'un sens global, d'une image de la société et ne sont nullement enfermés dans le monde limité des revendications et des réformes. Si donc le système politique est clos, soumis à un despotisme, les mouvements sociaux se dispersent et par conséquent se confondent à la limite avec des conduites marginales ou déviantes.

Étrange situation que celle de ces nouveaux mouvements sociaux qui dépendent de forces politiques et en même temps leur résistent. « L'opposition de gauche » a toujours été détruite, par la droite ou par la gauche. Une société ne peut maintenant reconnaître de conflits en son sein que si la gauche a la capacité de gérer les relations entre la gauche politique et l'opposition « d'ultra gauche ».

L'importance relative des mouvements sociaux de base et de leur intégration à un niveau proprement politique dépend avant tout du degré de disjonction entre les problèmes de développement et les problèmes propres au fonctionnement d'une société post-industrielle. Par conséquent plus une société a déjà pénétré facilement dans ce type de société, plus le rôle du système politique et de ses composantes est considérable, ce qui favorise une forte diversification des mouvements de base, dans l'esprit d'une « *grass-roots democracy* ». Quand les obstacles à l'entrée dans la société post-industrielle sont plus grands, les institutions politiques sont moins autonomes par rapport à l'État ou au contraire à la bourgeoisie étrangère qui dirige le développement et les mouvements d'opposition sont davantage unifiés par une idéologie d'opposition sociale que par une stratégie politique. Les deux cas correspondent peut-être à l'opposition classique des sociétés modernes comme la Suède, les États-Unis, l'Allemagne ou même la Grande-Bretagne et de sociétés encore très hétérogènes et comportant de grands secteurs archaïques comme la France ou l'Italie.

L'idée qui domine les différentes hypothèses qui viennent d'être formulées peut être aisément résumée. Une société post-industrielle n'étant rien d'autre que ce qu'elle fait, étant délivrée de tout recours à des essences, devient entièrement champ de conflits. Ceux-ci peuvent être ou non négociés et limités selon l'état de la collectivité politique considérée et de ses institutions. Idée qui s'oppose évidemment à l'opinion selon laquelle l'enrichissement apaiserait les conflits et plus encore (car cette idée est trop superficielle pour mériter grande discussion) à celle qui annonce la résorption de « grands conflits » dans une multitude de tensions, de stratégies et de négociation très empiriques, purement orientées vers la gestion du changement.

Il est essentiel de poser l'existence d'un type sociétal et d'en analyser

les conflits structurels. On peut refuser la séparation acceptée ici entre société industrielle et société post-industrielle ; on ne peut pas considérer que le seul problème des sociétés les plus industrialisées est de gérer le changement. Les problèmes du pouvoir et de la domination sociale n'ont pas disparu et les conflits de classes ne font que prendre de l'ampleur à mesure que les investissements jouent un rôle plus important et que le domaine du sacré fond à la chaleur des transformations planifiées ou organisées. La société post-industrielle n'a pas d'autre nature que d'être le produit de ses conflits internes, dont l'enjeu est le contrôle de la capacité d'action de la société sur elle-même.

ALAIN TOURAINE

Centre d'étude des mouvements sociaux

École pratique des Hautes Études